

Campagne « Agriculture et Alimentation » *Une contribution des Ami(e)s de la Confédération paysanne*

Initiée par la Confédération paysanne, cette campagne ¹ de « convergence populaire » (paysans-travailleurs-citoyens) revêt une importance particulière pour nous, engagé(e)s également dans les « Rencontres Nationales Des Agricultures » du 21 au 23 octobre 2016 à Tours².

Qui peut participer à cette campagne ?

L'appel à tou(te)s les citoyen(ne)s pour des échanges entre eux et avec les paysan(ne)s pour affirmer, ensemble, comment nous voulons nous nourrir et définir ainsi démocratiquement les éléments d'une véritable politique alimentaire et agricole, nous semble essentiel.

*L'alimentation inclut les questions autour de la nourriture (qualité, saveur de ce qu'on a dans l'assiette...) et aussi l'apport énergétique, la santé et plus largement l'accès à l'alimentation. Elle est bien l'affaire de tous les citoyens, et non pas des patrons de l'industrie agro-alimentaire et de leurs amis politiques. Elle n'est pas non plus seulement l'affaire des seuls paysans, des agronomes, des experts ou des militants. Il est donc important que la Confédération paysanne et ses partenaires se donnent les moyens d'encourager le maximum de citoyen(ne)s à s'exprimer durant les **Ateliers de concertation sur l'alimentation** qui sont prévus durant cette campagne, et au-delà. Il est indispensable que les citoyen(ne)s s'expriment non pas en tant que consommateurs passifs mais en tant que travailleurs, ouvriers, employés, paysans, sans emploi, retraités, jeunes scolarisés, etc, qui sont eux-aussi, comme les paysans, invisibles, exploités, précarisés, pouvant perdre du jour au lendemain leur travail, et qui défendent aussi les rémunérations, les métiers, les emplois, le pouvoir de s'alimenter sainement, la santé, le respect de l'environnement, etc.*

Nous sommes donc toutes et tous à la fois victimes et en partie responsables – le plus souvent malgré nous- d'un même système, capitaliste, de plus en plus libéral et globalisé, toujours fondé sur le pouvoir et les profits d'une petite minorité de décideurs. Dans tous les domaines, et à travers les accords commerciaux et les traités de libre-échange à l'échelle planétaire, incluant les accords de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et les politiques agricoles européennes (PAC), on constate que cette course à l'industrialisation lamine l'emploi et désertifie les campagnes.

Les actions individuelles dans le domaine alimentaire et agricole (par exemple l'agriculture biologique, la vente directe, les magasins et les marchés paysans, l'achat de produits bios produits localement, etc.) ou collectives (circuits courts, coopératives de consommateurs, éducation populaire, etc) sont importantes car elles proposent des pistes innovantes mais elles ne suffisent pas pour déterminer une action politique d'envergure.

Par conséquent, seuls les échanges et l'union entre les travailleurs des différents secteurs économiques peuvent nous amener, ensemble, à proposer et à mettre en place, démocratiquement, une autre politique et une autre économie en général, et en particulier dans le domaine alimentaire, puisqu'il est essentiel.

La question de l'alimentation, c'est aussi la question de la répartition des terres agricoles, de leur accaparement et de leur destruction par la mise en place de grands projets inutiles. Sans terres, plus de paysans et plus de production. De nombreuses luttes contre cette artificialisation des terres agricoles mais aussi pour la conquête³ de notre souveraineté alimentaire, existent, en France et

1 Campagnes solidaires N°319, Août 2016

2 <http://www.rencontresdesagricultures.com/>

3 Michel Buisson <https://economierurale.revues.org/4628>

dans de nombreux autres pays. Il nous semble important d'échanger avec leurs protagonistes. Les défenseurs de l'agro-écologie et promoteurs de l'agroforesterie, permaculture doivent aussi trouver leur place dans les discussions qui associent les acteurs de l'agriculture biologique et de l'agriculture familiale durable.

Dans quel cadre se situe cette campagne ?

« Les équilibres alimentaires de l'humanité dépendent de nous tous. La question alimentaire renvoie aux nombreuses relations délicates entre l'humanité et le reste de la biosphère ». (Terre et Humanité, la voie de l'Écolocène (L'Harmattan) de R. Levesque).

Si l'on veut vraiment réfléchir à une autre politique alimentaire, et donc aussi agricole, il nous faut aussi bien constater que l'économie d'aujourd'hui est un tout, où tout est imbriqué, et que l'on ne peut en changer un secteur, par exemple l'agriculture, sans remettre en question globalement tout le système actuel.

Il est vrai que les politiques agricoles et alimentaires ne sont jamais discutées démocratiquement, mais il en est de même pour tous les autres secteurs (auxquels sont aussi liés aussi les paysans): extraction, énergies, transformation, transport, services, distribution, commerce, restauration, habitat, éducation, santé, etc.

La globalisation économique et financière de la société actuelle nous oblige à tenter d'avoir une vision mondiale de la question, d'autant plus qu'elle renforce les inégalités dans tous les domaines. Il en est de même pour la dimension environnementale puisque l'actuel système agro-alimentaire mondial est fortement responsable des émissions de CO2 et des gaz à effet de serre (30 à 40 % des GES selon les méthodes de calcul).

La question économique de la rémunération du travail est aussi importante, et il nous semble nécessaire de la traiter, à travers les coûts réels et les prix, à chaque étape des filières : pas seulement au niveau des producteurs, mais aussi celui de tous les autres travailleurs qui interviennent dans ces filières : transports, transformation, distribution et commercialisation. Nos propositions s'inscrivent dans une optique de rupture avec le productivisme et l'oligopole de la distribution, ce qui inclut un contrôle social des moyens de production agricole et réactive les principes de la souveraineté alimentaire.

L'objectif de la souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire des peuples désigne la capacité d'un pays à nourrir sa population en s'appuyant sur sa production agricole. Elle s'affirme comme un droit à l'alimentation au niveau international et rejoint des politiques agricoles adaptées aux populations contre les lois du marché et pour la protection des marchés intérieurs. Elle donne priorité aux approvisionnements locaux par une protection douanière contre le dumping social et environnemental.

Nous proposons dans le cadre de la campagne de définir nos propres systèmes agricoles et alimentaires en soutenant l'éducation alimentaire et l'autonomie des paysans dans nos choix alimentaires par des politiques publiques de régulation du marché et de « prix justes ».

*Dans les **Ateliers de concertation citoyenne**, organisés dans cette campagne «Agriculture et alimentation », et pour la rédaction de Cahiers de doléances, il est important que puissent s'exprimer le maximum de citoyen(ne)s pour tenter de répondre à ces questions :*

Comment

- avoir accès au niveau mondial comme au niveau local, à une alimentation suffisante et de qualité pour toutes et tous ?
- changer et décider démocratiquement les politiques alimentaires et agricoles, en proposant des systèmes équitables pour tou(te)s, en régulant les productions et les activités annexes, en respectant les animaux ?
- changer nos régimes alimentaires, pour une meilleure santé ?
- réduire nos actes prédateurs de la nature, nos émissions de gaz à effet de serre, les gaspillages ?
- questionner et relocaliser toutes les activités économiques, en particulier agro-alimentaires ?
- parvenir à la souveraineté alimentaire ?
- participer démocratiquement aux politiques d'aménagements territoriaux, rural et urbain ?

La durée de la campagne

Nous devons envisager une campagne à moyen ou long terme, même si il y a des échéances (élections, etc) car il s'agit d'une remise en question sociétale et de combats que nous devons continuer bien au-delà de cette première année. La Confédération paysanne, tous ses partenaires actuels et à venir, et tous les citoyens qui participeront, devront s'en donner les moyens. Les Ami.e.s de la Conf' s'inscriront dans cette démarche de transition agricole et alimentaire à travers les marchés paysans organisés à Montreuil et Bagnolet les 15 et 16 octobre 2016 en y invitant les partenaires de la campagne.

Voilà quelques réflexions que nous voulions partager avec vous.

Les Ami.e.s de la Confédération paysanne,

12 septembre 2016

